

Les oiseaux des champs, témoins du déclin de la biodiversité « ordinaire »



En quarante ans, les oiseaux des champs ont décliné de 60 % en France. Malgré un début de prise en compte, l'érosion d'espèces autrefois communes témoigne de la difficulté à prendre à bras-le-corps la question de la biodiversité.

Connaissiez-vous l'alouette des champs? Un passereau de moins d'une vingtaine de centimètres, au plumage strié brun, une courte huppe dressée sur la tête. Aussi, il dispose d'un répertoire fabuleux, plus de 600 notes qu'il articule en véritables phrases... Mais voilà, sa population décline lentement mais sûrement, au point qu'elle a diminué d'au moins 30 % en trente ans. Il n'a fallu que quelques décennies à cet oiseau pour passer d'une

espèce commune des campagnes, à celle d'espèce quasi menacée. Une illustration de l'érosion de ce que certains appellent la biodiversité « ordinaire ». Les naturalistes utilisent ce terme pour décrire ces espèces que l'on côtoie au quotidien dans les campagnes ou les forêts. Une façon souvent de mettre en avant l'enjeu de la biodiversité qui ne serait ni « charismatique » ou dotée d'un statut de protection. « Au début du XX^e siècle, les premières mesures de protection

l'urgence et les solutions

Une alouette des champs, dans la réserve naturelle du sillon de Talbert, dans les Côtes-d'Armor.
Marc Tisseau/Biosphoto

... de la nature ont été apportées en réponse à l'effondrement de certaines espèces que l'on peut qualifier d'emblématiques, comme les macareux ou les castors, rappelle Nirmala Séon-Massin, directrice de l'expertise au Muséum national d'histoire naturelle. La prise de conscience collective de l'effondrement du reste du vivant est plus tardive. Or celui-ci touche des espèces communes, dont la présence dans le paysage nous paraissait acquise. Et qui sont désormais mises sous pression voire... en danger critique.

Invertébrés, chauves-souris, petits mammifères, amphibiens... Toutes les grandes catégories de la biodiversité ordinaire sont touchées par le déclin. Si le cas des oiseaux est intéressant, c'est que ce groupe couvre une très grande diversité d'habitats et de caractéristiques. Il y a les petits et les grands, les insectivores et granivores, ceux qui migrent et ceux qui restent, les nocturnes et diurnes... « Les oiseaux sont de véritables baromètres de la capacité des milieux à encaisser les pressions humaines », note Vincent Devictor, directeur de recherche au CNRS.

C'est aussi le groupe sur lequel on dispose des connaissances les plus précises, grâce à un suivi pointu par les ornithologues. En témoigne l'étude d'ampleur publiée au printemps 2023 dans la très prestigieuse revue de l'Académie des sciences américaine (PNAS). Grâce à des données récoltées dans 20 000 sites européens sur trente-sept ans par des ornithologues, selon des protocoles très stricts, une équipe de chercheurs a pu caractériser l'évolution de 170 espèces différentes.

Même si certaines espèces font exception, les populations d'oiseaux dans leur globalité s'effondrent. Les chercheurs ont estimé que nous perdions 20 millions d'oiseaux chaque année, soit un recul de 25 % en 40 ans. Grâce à la quantité de données colossales, l'étude a permis de hiérarchiser pour la première fois à grande échelle les causes du déclin des oiseaux, en mesurant clairement les liens de causalité. C'est l'agriculture intensive qui a l'effet le plus net sur l'ensemble des populations d'oiseaux. Les impacts de l'urbanisation, du réchauffement climatique et de la diminution du couvert forestier,

sont non négligeables, mais davantage spécifiques à certaines typologies d'espèces.

Il n'est guère étonnant donc, que ceux inféodés aux milieux agricoles soient les plus touchés par le déclin, comme la fameuse alouette des champs ou la perdrix grise (qui a perdu 90 % de ses effectifs en vingt ans). « Ces chiffres témoignent d'une dégradation des capacités d'accueil des milieux agricoles », explique Vincent Bretagnolle directeur de recherche CNRS au Centre d'études biologiques de Chizé (CNRS/La Rochelle Université). À commencer par les insecticides qui affectent la disponibilité alimentaire des oiseaux insectivores et des herbicides qui éliminent la flore spontanée, et donc encore une fois les insectes qui s'en nourrissent, mais aussi l'alimentation des oiseaux granivores.

Les populations d'oiseaux dans leur globalité s'effondrent. Les chercheurs ont estimé que nous perdions 20 millions d'oiseaux chaque année, soit un recul de 25 % en 40 ans.

Autre facteur majeur, la disparition d'habitats de reproduction : la suppression de bandes enherbées ou l'arrachage de haies... À ces pressions agricoles sur les oiseaux des champs, s'ajoutent dans une moindre mesure l'urbanisation (artificialisation des sols, pollution lumineuse et sonore etc.), ainsi que le réchauffement climatique. Résultat : une simplification des écosystèmes. Certes, certaines espèces dites généralistes voient leur population augmenter comme le pigeon ramier dont la présence a doublé en vingt ans en France. Mais ni leur nombre, ni les « services » qu'elles rendent ne compensent le déclin des autres oiseaux.

« Les espèces spécialistes des systèmes agricoles disparaissent et nous perdons, localement, une certaine diversité », explique Vincent Bretagnolle. Cela altère le fonctionnement des écosystèmes. Par exemple, l'alouette des champs peut consommer la moitié des graines d'adventices – les « mauvaises herbes » – produites sur une parcelle pendant une

repères

L'inégal effondrement des oiseaux

Certains oiseaux sont plus touchés que d'autres par le déclin. En Europe, le nombre d'oiseaux des milieux agricoles a chuté de 57% depuis les années 1980, celui des oiseaux forestiers

de 18% et celui des oiseaux urbains de 28%, d'après une étude parue en mai 2023 dans la revue américaine PNAS.

Le nombre d'oiseaux qui préfèrent les températures froides s'est réduit de 40% et celui des oiseaux préférant les températures chaudes de 18%.

Certaines espèces généralistes

semblent « profiter » de ces changements. Elles sont en augmentation de 19,4% en France depuis 1990, selon le programme « Suivi temporel des oiseaux communs » (STOC) coordonné par le Muséum d'histoire naturelle et la Ligue pour la protection des oiseaux. Après une augmentation forte au cours des années 2000, leur abondance est désormais stabilisée.

année. La bonne nouvelle est qu'il suffit de diminuer les pressions pour que les espèces reviennent car la nature est résiliente. Une réversibilité qui a ses limites, et notamment celle de la disparition définitive d'une espèce.

Alors que les populations d'insectes ont chuté de 70 à 80 % ces trente dernières années, les écologistes craignent l'altération définitive de certains écosystèmes... et les conséquences en chaîne difficilement prévisibles. En septembre 2024, une étude parue dans Science en a fourni une illustration : dans 245 comtés des États-Unis, elle a montré comment un déclin abrupt des chauves-souris (causé par une maladie) avait entraîné une surutilisation de pesticides et en conséquence une augmentation de la mortalité infantile (1 300 nouveaux-nés entre 2006 et 2017).

« Le déclin des oiseaux nous dit quelque chose de profond sur notre incapacité à préserver le vivant en Europe », juge Vincent Devictor, co-auteur de l'étude. Au même moment où les gouvernements

fichent des ambitions fortes sur les aires protégées – qui sont par ailleurs nécessaires – le déclin se poursuit, ce qui est bien la preuve de l'insuffisance de ces mesures. »

Jugées indispensables pour créer des espaces de répit pour la biodiversité, ces aires protégées ne peuvent être le seul moyen d'action. Lors de la précédente COP biodiversité – l'équivalent de la COP climat pour lutter contre l'érosion du vivant – dont la 16^e édition se tient en ce moment en Colombie, certains experts avaient mis en garde sur le fait de focaliser les débats sur la cible emblématique de protéger 30 % de la planète, l'un des grands enjeux de ces discussions internationales, au risque d'occulter la question des pressions sur la biodiversité en dehors de ces zones. Finalement, la première cible de l'accord final est bien de faire en sorte que « toutes les zones fassent l'objet d'une planification (...) respectueuse de la biodiversité ».

« C'est un signe politique que les États commencent à intégrer la question de la biodiversité ordinaire et ne résument plus

l'enjeu à la protection de quelques espèces ou de certaines zones », salue Denis Couvet, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité. Au niveau européen, d'ailleurs, l'idée d'une approche « globale » commence à faire son chemin. Même si elle reste accusée de favoriser l'agriculture intensive, la dernière version de la PAC agricole visait par exemple à encourager la plantation de haies, jachères, surfaces boisées...

En 2024 surtout l'adoption in extremis du règlement européen sur la restauration de la nature a été considérée comme un tournant. Celui-ci vise la restauration de plusieurs catégories de zones terrestres et marines, y compris les écosystèmes agricoles pour y faire revenir oiseaux et insectes pollinisateurs... Une vision, là aussi, globale qui aurait dû s'accompagner d'un objectif de baisse de l'utilisation des pesticides. Mais celui-ci a été abandonné en partie par la Commission européenne, en réponse à la crise agricole du début d'année.

Camille Richir



Les effectifs de perdrix grise, touchés par l'agriculture intensive, ont chuté de 90 % en vingt ans.
Christian Watier/MaxPPP